Extrait du www.acdn.net

https://acdn.net/spip/spip.php?article809

Va-t-on laisser le Trident rouiller en paix ?

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : vendredi 2 août 2013

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Dimanche 21 juillet 2013

Mercredi dernier (17 juillet), j'ai bien failli lever mon verre de Blue Nun (l'alcool préféré de la Revue Hebdo sur la BBC) pour porter un toast quand Michael Portillo, l'ancien Secrétaire à la Défense conservateur, a déclaré au présentateur Andrew Neil non seulement qu'il considérait le Trident comme un anachronisme nucléaire, mais que la majorité des chefs d'état-major de l'armée de terre pensaient comme lui qu'il ne devrait pas être renouvelé.

Ce n'était pas le premier ni le seul choc nucléaire. Sur la radio LBC, le Premier Ministre adjoint Nick Clegg a comparé le Trident aux antiques cuirassés d'avant la Première Guerre mondiale et s'est interrogé sur l'intérêt d'un système d'armes conçu pour désintégrer la Russie, à une époque où la menace représentée par l'ex-Union soviétique s'est évaporée. Jamais auparavant un Premier ministre adjoint en exercice n'avait soulevé la question en ces termes.

Le porte-parole libéral-démocrate du ministère des Finances, Danny Alexander, est ensuite venu avec un plan pour retirer partiellement du service le Trident en envoyant à la ferraille l'un des quatre sous-marins nucléaires de la classe Vanguard et en mettant un terme à la pratique qui veut qu'au moins un sous-marin armé soit en permanence en patrouille. Il a été très fermement désavoué par le Secrétaire à la défense conservateur, Philipp Hammond, mais il est flagrant que quelque chose est dans l'air.

Qu'est-ce que tout cela peut bien avoir à faire avec le référendum sur l'indépendance écossaise ? Beaucoup, en vérité, parce que la simple éventualité que l'Ecosse puisse agir seule et appeler au retrait des armes de destruction massive de la Clyde semble avoir incité à repenser le système. Pour la première fois de ma vie, je vois une partie importante de l'establishment politique et militaire britannique se poser sérieusement la question non seulement de savoir où l'on pourrait baser le Trident, mais si même nous en avons besoin.

Maintenant, comme notre éditorial de la semaine dernière le soulignait, enlever le Trident de la Clyde ne coûterait guère plus de 150 millions de livres. Le problème, c'est de lui trouver un nouvel emplacement en Angleterre. Il n'a nulle part où aller, même si le gouvernement pouvait investir 20 milliards de livres pour construire un complexe semblable à la base navale de la Clyde. Les sous-marins porteurs du Trident pourraient théoriquement être basés à Devonport ou Falmouth, mais personne ne veut de sous-marins nucléaires sur la côte anglaise de la Manche. Ni nulle part près de circonscriptions parlementaires dont le siège est disputé.

La vérité à propos du Trident est qu'il devait être placé loin des « centres de population ». L'Ecosse n'avait pas seulement des eaux profondes, elle était éloignée des Comtés londoniens. Le fait que la Clyde n'est située qu'à quelques milles de la plus peuplée des agglomérations écossaises, Glasgow, n'entrait pas en ligne de compte à l'époque.

Mais maintenant, du fait du référendum, le ministère de la Défense a dû imaginer des plans de repli pour le cas où l'Ecosse voterait Oui. Certaines des idées émises étaient franchement félées, comme de faire de la Base Navale de la Clyde un « territoire souverain » du Royaume-Uni, une forteresse nucléaire au milieu d'un territoire hostile.

Puis il y a eu l'idée d'obliger l'Ecosse à payer la relocalisation du Trident si elle se voulait indépendante. « Sans blague ! Vous comptez faire comment ? », a répliqué le Parti National Ecossais.

A peine ces solutions pour le Trident avaient-elles été lancées qu'elles sombrèrent corps et biens. Le 10 Downing Street a clairement fait savoir qu'il n'avait pas de plan pour faire de la Clyde une Baie de Guantanamo. L'idée

Copyright © www.acdn.net

d'imputer 20 milliards de livres à l'Ecosse pour déplacer les armes de destruction massive - presque certainement illégales d'après la loi internationale - a elle aussi fait l'objet d'un rétro-pédalage. A présent, la ligne officielle du ministère de la Défense est qu'il est inutile de penser l'impensable vu qu'il compte bien que le Non l'emportera. Bon, ça se peut.

Mais les questions ne disparaîtront pas pour autant. L'Union Soviétique et le Pacte de Varsovie se sont effondrés il y a plus de 20 ans. Pourtant, trois mois par an, un sous-marin britannique transportant assez de têtes nucléaires pour anéantir 100 Hiroshima maraude à travers l'Atlantique en faisant silence radio, prêt à répondre à une première frappe d'un « Empire du mal » qui n'existe plus. Ce n'est pas rationnel. Les missiles Trident II D5 sont conçus pour parcourir 7000 milles (11 300 km) à travers l'espace à la vitesse de 13 000 milles ou 22 000 km/heure. A quoi peuvent-ils bien servir contre un terroriste portant une bombe dans une valise, ce qui est un vrai risque pour la sécurité ?

Bien entendu, le Trident n'existe pas seulement pour la défense. C'est une partie intégrante du prestige national britannique, et il est censé donner au Royaume-Uni le droit de siéger en permanence au Conseil de sécurité de l'ONU. Le bénéfice réel qu'en tire le citoyen britannique n'est pas clair pour autant. L'époque où l'on mesurait le standing international d'un pays à la taille de son armement est révolue. L'Allemagne et le Japon se passent sans peine de ces symboles de virilité.

Mais, dira-t-on, qu'en serait-il à l'avenir, si la menace nucléaire venait de la Corée du Nord ou de l'Iran ? Voyons, il est absurde, comme l'a dit Nick Clegg, de conserver des systèmes d'armes pour contrer de pures spéculations. « Nous ne faisons pas stationner d'armées sur les blanches falaises de Douvres juste pour le cas où quelqu'un voudrait traverser la Manche et envahir la Grande-Bretagne. »

Bien entendu, les conservateurs ne sont pas les seuls à avoir rejeté la solution « à trois bateaux » de Danny Alexander. Les militants anti-nucléaires disent que c'est de la poudre aux yeux, et c'en est. La Grande-Bretagne resterait une puissance nucléaire, quand bien même elle n'aurait plus de capacité de première frappe. M'est avis néanmoins que la proposition pourrait bien marquer le commencement de la fin du Trident.

Il y a un parallèle à faire avec le retrait du service des armes de l'IRA, qui a pris beaucoup de temps et a commencé par une politique de non-emploi en premier. Beaucoup de gens ont mis en doute la sincérité du haut commandement de l'IRA. Pourtant, la mise hors service de ces armes a fini par permettre aux arsenaux de rouiller en paix, même si l'IRA n'a jamais renoncé expressément à sa capacité militaire.

Alors, pourquoi ne pas retirer du service les armes nucléaires ? La Grande-Bretagne pourrait remplir - mieux vaut tard que jamais - ses obligations selon le Traité de Non prolifération, en mettant un terme à la « défense continue à la mer ». Ensuite, au lieu de renouveler le système après 2020, le gouvernement pourrait prolonger la vie des navires existants, comme l'ont fait les Américains, de 25 à 35 ou 40 ans. Elle aurait encore une « dissuasion nucléaire », mais qui ne serait plus complètement opérationnelle et deviendrait progressivement obsolète. Le gouvernement économiserait environ 4 milliards de livres par an, sans paraître « faible ».

Pour l'Ecosse - comme cet éditorial le préconise depuis longtemps - le retrait du service pourrait être un moyen de résoudre le problème de l'après-indépendance. Les sous-marins des classes *Astute* et *Vanguard* (1) pourraient rester dans la Clyde en tant que force conventionnelle, tandis que les têtes nucléaires seraient entreposées dans l'arsenal britannique d'Aldermaston dans le Berkshire.

D'accord, ça ne serait qu'un truc. Une Ecosse devenue indépendante resterait complice du maintien d'un système d'armes nucléaires, même si ces armes n'étaient plus sur le sol écossais. Mais c'est avec ce genre de trucs que

Copyright © www.acdn.net

fonctionne la politique. Quand viendrait le temps de renouveler les sous-marins, en 2030, l'opinion publique en serait venue à accepter l'idée que la Grande-Bretagne n'a plus besoin d'exhiber ses zizis nucléaires dans les chambres de négociation du monde. Dès maintenant, 60 % d'entre nous veulent une Grande-Bretagne sans arsenal nucléaire, ou avec un arsenal réduit.

La Grande-Bretagne pourrait saisir le haut motif moral d'être le premier pays occidental à honorer l'esprit, et pas seulement la lettre, du Traité de Non Prolifération, qui oblige tous les signataires à éliminer de la planète les armes de destruction massive. Si nous voulons empêcher des pays tels que l'Iran d'acquérir une bombe nucléaire, il faut que quelqu'un montre l'exemple. Les chefs militaires eux-mêmes s'en réjouiraient, parce qu'ils auraient plus d'argent pour équiper l'armée britannique.

Et tout ça à cause du référendum écossais.

- Iain Macwhirter*

* Editorialiste au HeraldScotland

Traduction : Jean-Marie Matagne, pour ACDN

(1) NDT. Les sous-marins de la classe *Vanguard* sont les Sous-marins Nucléaires Lance-Engins (SNLE) britanniques, à propulsion nucléaire, armés des missiles Trident II D5 dotés de têtes nucléaires multiples. Ils sont au nombre de quatre : HMS *Vanguard,* HMS *Victorious,* HMS *Vigilant,* HMS *Vengeance*.

Les sous-marins de la classe *Astute* sont les Sous-marins Nucléaires d'Attaque (SNA) britanniques de nouvelle génération, à propulsion nucléaire, armés de torpilles et de missiles de croisière. Deux sont actuellement en service actif : HMS *Astute* (depuis août 2010) et HMS *Ambush* (depuis mars 2013). Quatre autres sont en cours de construction ; le 7e et dernier de la série a été commandé fin 2012 pour entrer en service en 2024. Ces sept SNA-NG sont chargés de remplacer les sept anciens SNA : cinq de la classe *Swiftsure,* deux de la classe *Trafalgar,* qui ont tous été retirés du service, le dernier en 2011 alors qu'un seul SNA-NG, le HMS *Astute,* était à la mer. Les mauvais esprits pourraient en déduire, soit que la *Royal Navy* pourrait se passer d'au moins six d'entre eux, soit que leur nombre actuellement insuffisant fait courir depuis 2011 au Royaume-Uni un péril nucléaire, et le fera courir au moins jusqu'en 2024. Les très mauvais esprits (électeurs écossais par exemple) iront jusqu'à dire que le Royaume-Uni n'a besoin ni de ses SNA, ni de ses SNLE. Et la France pas davantage. Comme aurait dit le regretté Coluche, tout ça c'est du pognon foutu à l'eau.

JMM

Copyright © www.acdn.net